

Le Canada et les îles Turques et Caïques

Ian A. Stuart

Il n'est guère de parlementaire canadien qui, aujourd'hui, n'ait pas entendu parler du projet, dont on discute depuis longtemps, d'une association entre le Canada et les îles Turques et Caïques, colonie de la Couronne britannique regroupant une quarantaine d'îles et d'îlots situés au sud des Bahamas. Le 3 mars 1988, la population de l'archipel portait au pouvoir le People's Democratic Movement (PDM) avec une majorité écrasante. Le parti, dirigé par l'hon. Oswald O. Skippings, ancien chef de l'opposition, a remporté 11 des 13 comtés, balayant toutes les îles sauf Caïcos Sud, château fort du Progressive National Party (PNP), qui formait le dernier gouvernement.

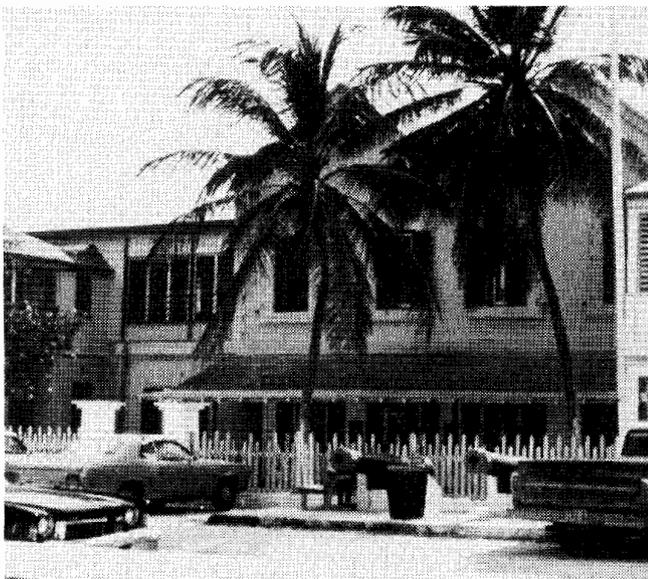
Le nouveau gouvernement de M. Skippings a déclaré qu'il donnerait la priorité, entre autres, à la question des relations de son pays avec le Canada et que, si la Grande-Bretagne ne s'y oppose pas, examinerait sérieusement la possibilité d'une quelconque association entre les deux pays. Les Canadiens, eux, continuent d'affluer aux îles en nombre record ; ils y achètent des propriétés, se construisent des maisons, fondent des entreprises et font des investissements. Rien que l'idée d'une association semble déjà profiter à l'économie des îles Turques et Caïques.

La découverte de l'archipel revient à Christophe Colomb qui y posa le pied le premier en 1492. En fait, selon une certaine théorie dite du « lien », c'est à l'île de Grande Turque que l'explorateur aurait débarqué quand il a découvert le Nouveau Monde, et non pas à l'île de Samana, aux Bahamas, comme le soutient la National Geographic Society. Redécouvertes par Ponce de Leon au cours d'une expédition partie de Porto Rico, les îles sont restées inhabitées jusqu'à ce que l'Angleterre, la France et l'Espagne se les disputent dans leur lutte pour s'approprier les richesses des Antilles. Finalement tombées aux mains des Britanniques, les îles Turques et Caïques sont, depuis lors, sous administration anglaise.

Pendant des centaines d'années, les îles Turques et Caïques se sont adonnées à la production, à grande échelle, de sel qu'on obtenait par évaporation dans de vastes salines. Pendant plusieurs générations, les insulaires ont tiré

péniblement leur subsistance du commerce de ce qu'on appelait « l'or blanc ». Mais, vers le milieu des années 60, cette industrie tomba en désuétude, forçant les îles à suivre





Édifices du gouvernement, Grande Turque

l'exemple des Caraïbes et à développer leur industrie touristique, notamment par la construction de résidences secondaires et la création de collectivités de retraités à l'intention des riches Nord-Américains, à développer et à favoriser leur industrie piscicole (particulièrement la mariculture) et à se constituer en centre financier côtier fondé sur une économie libre d'impôt.

C'est le premier ministre Borden qui, en 1917, lança le premier l'idée que le Canada devrait s'unir au deuxième grand archipel de l'Ouest. Mais il faudra attendre les années 70 pour que cette idée commence à être prise au sérieux et qu'à la suite des pressions exercées par certains insulaires influents, le député néo-démocrate Max Saltman prenne l'initiative de déposer un projet de loi à la Chambre des communes. Le gouvernement de l'époque a rejeté la proposition mais, loin de s'éteindre, l'idée est demeurée vivante jusqu'à aujourd'hui.

Après le décès de Max Saltman, Dan McKenzie, député conservateur de Winnipeg-Assiniboine, a pris la relève. En avril 1986, la génération suivante d'insulaires s'est jointe à lui pour susciter de nouveau au Canada un vif intérêt pour la question. Ce fut cette fois au tour de Ralph Higgs et de Dalton Jones de venir en délégation à Ottawa à titre de représentants de l'Organisation de développement des îles Turques et Caïques, organisme formé de particuliers provenant de toutes les couches de la population des îles. Leur principal objectif étant la « création d'un lien avec le Canada », ceux-ci avaient commandé un sondage indépendant (le premier qui ait été tenu dans les îles) : les résultats révélaient que plus de 90 % de la population était en faveur d'une forme d'association avec le Canada. Lors de leur visite, MM. Higgs et Jones ont pris la parole devant le sous-comité progressiste conservateur

chargé des affaires extérieures présidé par David Daubney, député d'Ottawa-ouest. De plus, l'ampleur de la couverture accordée à cette visite par les médias électroniques et la presse écrite démontrait une fois de plus l'engouement que cette idée suscite parmi les Canadiens.

Selon les conclusions du « Rapport Daubney », qui s'est fait quelque peu attendre, il serait inopportun pour le Canada d'entamer unilatéralement des pourparlers officiels avec les îles Turques et Caïques. Une élection devait y être tenue sous peu, et le Canada ne voulait pas s'immiscer dans le processus démocratique interne d'un autre pays. Cependant, le rapport laissait entendre que des pourparlers devraient être engagés avec le nouveau gouvernement élu (dans le cadre d'un système ministériel semblable au nôtre) à condition que ce dernier en manifeste le désir et que le gouvernement britannique l'autorise. Le rapport contenait aussi les deux recommandations suivantes : en raison des dispositions exceptionnelles des îles Turques et Caïques à son endroit, le Canada devrait d'abord augmenter son aide à celles-ci et, dans un deuxième temps, encourager les firmes du secteur privé à y investir.

Ces deux recommandations constituant deux appuis majeurs à sa campagne, M. Higgs revenait au Canada en octobre 1987 et, avec la collaboration de M. McKenzie et d'autres Canadiens intéressés, fondait la section canadienne de l'Organisation de développement des îles Turques et Caïques, organisme sans but lucratif visant à favoriser la participation des Canadiens au rapprochement de ces deux membres du Commonwealth que sont le Canada et les îles Turques et Caïques. Grâce aux dons de ministres, de députés et de particuliers, l'organisation a pu commencer son travail en 1987. Elle compte aujourd'hui des centaines de membres provenant des dix provinces, des deux territoires et même du Royaume-Uni et des États-Unis.

Il est certain que cette idée d'union qui enflamme l'imagination des Canadiens offrirait en même temps aux insulaires cette possibilité depuis longtemps recherchée d'améliorer leur niveau de vie dans un proche avenir. Mais quelle forme prendrait donc cette association ? Les possibilités sont multiples. On pourrait par exemple fonder une union économique ou politique, ou les deux à la fois. On pourrait également convenir d'une entente tripartite avec le Royaume-Uni ; ou encore les îles pourraient devenir la onzième province ou le troisième territoire du Canada. Vue dans une autre perspective, l'association entre les îles Turques et Caïques et le Canada pourrait imiter la relation qui unit les îles Cook à la Nouvelle-Zélande, celle qui unit les îles Cocos à l'Australie ou encore la relation de protectorat qui unit certains territoires du Pacifique à la métropole américaine. L'union souhaitée pourrait également s'inspirer du type de relation qui existe entre la France et Monaco ou la Martinique, ou encore celle qui existe entre les Antilles néerlandaises et les Pays-Bas. Enfin, à l'instar de

Porto Rico avec les États-Unis, les îles Turques et Caïques pourraient avoir avec le Canada un lien de type Commonwealth. Mais, quelle que soit la formule choisie, M. Higgs et les organismes mentionnés précédemment sont d'avis qu'il ne faut pas partir avec des idées toutes faites. « Nous n'avons jamais essayé de deviner quel était, dans l'esprit des politiciens, le meilleur type d'union à réaliser, même si, pour notre part, nous privilégions celui des états associés. »

« Notre rôle à nous consiste à amener les deux gouvernements à négocier en n'excluant d'avance aucune possibilité ; nous leur laissons le soin de conclure la meilleure entente possible, tant dans l'intérêt des Canadiens que dans celui de la population des îles Turques et Caïques. »

L'association proposée comporte des avantages indéniables pour les deux parties. Ainsi, d'une part, les Canadiens étant un peuple nordique, ils continueront d'éprouver ce besoin physiologique et psychologique de se soustraire momentanément aux rigueurs de l'hiver pour « aller dans le Sud ». La plupart du temps, ils doivent, pour ce faire, changer des dollars à un taux désavantageux. Or, compte tenu du fait que quelque 474 000 Canadiens se rendent chaque année aux Caraïbes et qu'ils y dépensent environ 30 millions de dollars, le manque à gagner pour les Canadiens et l'économie canadienne est énorme. Or, une association avec les îles Turques et Caïques permettrait aux Canadiens d'avoir dans les « Proches-Caraïbes » (les îles Turques et Caïques sont moins loin d'Ottawa que ne l'est Calgary) un « chez-soi » où leur argent serait accepté au pair. Elle permettrait également aux Canadiens de prendre leur retraite dans leur propre paradis ensoleillé plutôt que sur la côte américaine. Sur le plan commercial, une association entre le Canada et les îles Turques et Caïques représenterait des débouchés économiques stables pour les investisseurs canadiens qui ne tarderaient pas à y construire hôtels, auberges, condominiums et collectivités de retraités. Ainsi investis, les dollars canadiens seraient profitables au système bancaire et à l'économie du Canada. En outre, une association serait très avantageuse pour le Canada du point de vue des ventes à l'exportation. En effet, à l'heure actuelle, les îles importent pour environ 27 millions de dollars par an, dont quelque 20 millions des États-Unis, alors que la part du Canada (30 000 \$) y est dérisoirement faible. Si une association devait être conclue, la presque totalité des denrées alimentaires, des biens de consommation et des matériaux de construction des îles proviendrait du Canada,

et nos exportations y augmenteraient au même rythme que la croissance économique du pays.

La situation géographique des îles en fait un point stratégique au sein d'un marché de plusieurs millions de consommateurs. Non seulement deviendraient-elles un centre économique pour les entreprises canadiennes qui font des affaires aux Caraïbes, les îles constitueraient aussi un excellent point de transbordement pour les marchandises destinées à cette région.

Les îles Turques et Caïques sont actuellement à un stade de développement qui offre aux entrepreneurs d'innombrables occasions dans des secteurs encore inexploités. Si le tourisme, la construction et la pêche sont les principales industries des îles, toute une gamme d'industries et de services de soutien doivent être implantés pour subvenir aux besoins de la population indigène (14 000) et du nombre grandissant de touristes (40 000). D'ailleurs, il est révélateur que le complexe hôtelier le plus important, mis à part le « Club Med » qui a récemment ouvert ses portes, est un projet Sheraton financé par des Canadiens.

Quiconque s'est déjà rendu aux îles vous dira qu'il est impossible d'y aller sans rencontrer un compatriote. En fait, vu le grand intérêt des Canadiens pour celles-ci, il est fort probable qu'ils y constitueront sous peu le groupe de ressortissants le plus important. « Tout insulaire connaît au moins un Canadien » est une expression très répandue là-bas. Hélas, la réciproque est beaucoup moins vraie.

D'autre part, une association serait profitable aux îles qui, grâce à elle, atteindraient leur seuil d'autonomie financière en peu de temps et n'auraient plus à dépendre des subventions de la Grande-Bretagne. La croissance qui s'ensuivrait leur permettrait d'obtenir rapidement un niveau de développement comparable à celui des îles voisines les plus florissantes. Une association avec le Canada favoriserait également l'accroissement des possibilités d'éducation et du niveau de vie des habitants et, grâce à un approvisionnement provenant du Canada (et non de Miami comme c'est le cas à l'heure actuelle), le coût de la vie y diminuerait sensiblement. Autre avantage non négligeable, les exportations turco-caïquoises augmenteraient puisque le Canada deviendrait alors le débouché par excellence pour ses fruits de mer et ses futurs produits agricoles tropicaux. En outre, les investisseurs et les experts canadiens pourraient profiter du fait que, selon une instance spécialisée du « Smithsonian Institute », les îles Turques et Caïques sont celles qui, dans les Caraïbes, se prêtent le mieux à la mariculture. Ainsi, les Canadiens pourraient s'engager activement dans la « culture » de la mer. De plus, les industries légères, de même que celles de l'assemblage et de la transformation, sont peu présentes dans l'économie actuelle. Ainsi, les initiatives canadiennes dans ce secteur et les apports en capital qui en résulteraient ne manqueraient pas de créer de nombreux emplois pour les insulaires.

Le secteur commercial autochtone serait appelé lui aussi à prospérer au fur et à mesure que les Canadiens à la recherche de partenaires locaux permettraient aux insulaires de se lancer en affaires. Qui plus est, les Canadiens qui viendraient y prendre leur retraite apporteraient avec eux un bagage de compétences professionnelles et techniques dont la génération d'insulaires suivante ne manquerait pas de profiter.

Les avantages d'une éventuelle association entre le Canada et les îles Turques et Caïques dépassent largement

les problèmes et les inconvénients d'une telle association, lesquels, en fait, ne sont que des défis à relever.

En supposant qu'ils soient animés d'une volonté politique commune et si la Grande-Bretagne y consent, les deux pays ont toutes les chances du monde de parvenir à une association qui fera date dans l'histoire et qui, d'ici 1990, aura trouvé la forme juridique propre à assurer son avenir. Si tel est le cas, des perspectives d'avenir inédites ne manqueront pas de s'ouvrir pour les deux nations. □



Le Canada et les îles Turques et Caïques



Résultats d'un sondage auprès des électeurs - Sinclair Stevens, député à la Chambre des communes

1. Les Américains peuvent se faire doré au soleil à Hawaï et à Puerto Rico, les Britanniques aux îles Vierges britanniques, à Antigua et dans d'autres îles de la région, et, enfin, les Français à la Guadeloupe et à la Martinique. Croyez-vous que les Canadiens devraient avoir leur « île » au soleil ?

Oui : 882

Non : 61

Ne sait pas : 12

2. Si le Canada formait une association avec les îles Turques et Caïques, iriez-vous y passer vos vacances ?

Oui : 849

Non : 70

Ne sait pas : 36

3. Certains croient qu'une association du Canada avec les îles Turques et Caïques équivaldrait à un retour au colonialisme. Êtes-vous d'accord ?

Oui : 46

Non : 808

Ne sait pas : 101

4. Est-ce que le Canada devrait poursuivre ses pourparlers avec le gouvernement des îles Turques et Caïques au sujet de l'association ?

Oui : 879

Non : 73

Ne sait pas : 3

Note de la rédaction : Même s'il n'est pas scientifique, ce sondage pourrait être utile aux parlementaires qui désireraient prendre le pouls de leurs électeurs à ce sujet. Il pourrait même inciter des maisons de sondage à procéder à une enquête plus systématique.